

Face aux impérialismes, aux droites et extrêmes droites, partout dans le monde, les femmes résistent ! Face aux attaques du gouvernement, Grève féministe !

8 MARS - BLOIS, 14h à la préfecture

Nous appelons à la grève du travail et des tâches domestiques. Sans les femmes, tout s'arrête puisqu'elles occupent les places essentielles dans le système capitaliste ! Nous sommes déterminées à lutter contre le pouvoir, à faire entendre les voix de toutes pour arracher l'égalité.

Solidarités internationales

À l'heure des guerres génocidaires, des coups d'État, des impérialismes démultipliés, de l'Iran à l'Afghanistan, de la Palestine au Soudan en passant par le Rojava, le Venezuela, l'Ukraine et le Groenland, nous serons en grève en solidarité avec nos sœurs du monde entier. Les luttes féministes articulent droits des femmes, autodétermination des peuples, lutte contre le changement climatique et défense du vivant. Elles s'opposent aux logiques impérialistes, coloniales et néolibérales qui sacrifient les territoires et les populations au profit des multinationales minières, pétrolières, agricoles et financières.

En solidarité avec celles qui font face aux régimes fascistes, réactionnaires, théocratiques, colonialistes et impérialistes ; avec celles qui endurent les génocides, les conflits armés, les bombardements massifs, et viols de guerre, les mutilations sexuelles, les mariages forcés ; celles confrontées à l'exode et aux politiques migratoires racistes, celles qui subissent la crise climatique, l'insécurité alimentaire et l'exploitation des multinationales ; avec toutes celles qui se défendent farouchement pour recouvrer ou obtenir leur liberté et leurs droits.

Pas d'instrumentalisation des luttes féministes par l'extrême droite, pas d'extrême-droite dans la rue, pas une voix pour l'extrême droite.

L'extrême droite est désormais au pouvoir dans de nombreux pays. Partout, les immigré-es et migrant-es sont réprimé-es. Des masculinistes aux racistes, les islamophobes, antisémites, lesbophobes, homophobes, transphobes, validistes exercent des violences

permanentes. L'extrême droite étend sa sphère d'influence, grâce aux médias achetés par sa galaxie.

Elle ne cesse de nourrir la haine de l'autre. Nous réclamons l'abrogation de la loi immigration et la régularisation de tou-ttes les sans-papiers.

Avec les municipales de 2026 et la potentielle arrivée de l'extrême droite dans plusieurs villes, le 8 mars doit être une première manifestation d'une opposition unie et radicale antifasciste !

De l'argent, il y en a !

À l'heure où le Planning Familial et des associations historiques dans la défense des droits des femmes risquent de fermer leurs portes et leurs services faute de financement, les collectivités locales préfèrent octroyer des subventions à des associations prétendument féministes, comme Familya, qui ouvre à une rue du Planning familial à Orléans, ou LIFT. Nous refusons de nous taire.

Le gouvernement refuse de taxer les ultra-riches, le budget de l'État est profondément sexiste et socialement brutal. Il impactera toujours plus lourdement les femmes du fait de leur position subalterne dans le monde du travail. Les inégalités salariales, les bas salaires, les allocations inférieures au seuil de pauvreté, les pensions de retraites toujours plus faibles précarisent les conditions de vie. Les femmes représentent 62 % des personnes payées au SMIC et 70 % des bénéficiaires des banques alimentaires. Plus de 9,8 millions de personnes, dont plus d'une famille monoparentale sur 3, vivent sous le seuil de pauvreté. 300 000 personnes dont 3000 enfants vivent dans la rue.

Nous demandons la hausse des salaires, la revalorisation des minima sociaux, la construction massive de logements sociaux, l'arrêt immédiat de la baisse des financements et un rattrapage du budget des associations qui accompagnent et soutiennent les femmes.

Pour une égalité au travail et dans la vie : des salaires égaux, une Sécu et des services publics renforcés !

Les femmes, notamment les mères isolées, sont particulièrement impactées par la vie chère. Elles sont majoritaires à occuper des emplois mal rémunérés et sont souvent percutées par la précarité et le temps partiel imposé. Elles touchent en moyenne un salaire 25 % inférieur et des retraites plus basses de 40 % à celles des hommes. Nous voulons la retraite à 60 ans, une réduction du nombre d'annuités et des pensions décentes.

Nous ne pouvons nous satisfaire que rien ne bouge dans la répartition des tâches au sein des couples et ce depuis des années. Cette inégalité dans la répartition du travail domestique se traduit par des inégalités dans la sphère professionnelle et est l'un des facteurs des inégalités salariales et patrimoniales. 80 % des femmes consacrent au moins une heure par jour à la cuisine ou au ménage contre seulement 36 % des hommes. Par ailleurs, au sein de la famille, les femmes restent très majoritairement assignées au soin, à l'éducation et au nettoyage. Ces tâches, invisibilisées et dévalorisées ne sont pas une question privée. Elles participent pleinement à l'activité économique.

Les politiques libérales ont privatisé les services publics. Le démantèlement des services publics de la santé, de l'éducation, du logement dégrade les conditions de vie des femmes au détriment de leur carrière, de leur autonomie financière, de leur santé. De plus, 63 % des personnels sont des femmes et elles en sont aussi les premières usagères. Nous réclamons la création de services publics de la petite enfance à la hauteur des besoins, avec les moyens correspondants pour en finir avec les crèches privées, et de l'autonomie tout au long de la vie ainsi qu'une prise en charge réelle du 4^e âge et du handicap. Nous exigeons la revalorisation des métiers féminisés.

Nous exigeons aussi l'abrogation des lois qui pénalisent les chômeur-ses et les bénéficiaires du RSA, l'égalité salariale, l'interdiction du temps partiel imposé, la transformation des CDD en CDI et la réduction du temps de travail à 32 heures minimum avec embauches correspondantes. Nous exigeons une transposition ambitieuse de la directive européenne sur la transparence salariale qui vise à renforcer l'application du principe d'une même rémunération « pour un même travail ou un travail de valeur égale ».

Stop aux violences sexistes et sexuelles au travail

Près d'une femme sur trois est victime de violences conjugales ou sexuelles au cours de sa vie (OMS), soit

environ 840 millions de femmes dans le monde. 20 % des femmes sont victimes de harcèlement sexuel au travail.

Pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles nous voulons une loi-cadre intégrale qui mette en avant prévention, éducation, protection, accompagnement, sanction et garantisse les moyens pour la prise en charge de l'ensemble des victimes, femmes, enfants et minorités de genre. Nous dénonçons les baisses des subventions aux associations qui luttent contre les Violences Sexistes et Sexuelles et exigeons au moins les 3 milliards nécessaires pour l'accompagnement des victimes et des moyens pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles et leur prévention.

Les plus touchées par les violences sexistes, dont les violences économiques, sont celles qui souffrent déjà de multiples oppressions. Et les victimes de VSST sont contraintes le plus souvent de quitter leur emploi, les plongeant dans la précarité.

Nous demandons la mise en place d'actions concrètes pour lutter contre toutes les violences sexistes et sexuelles dès le plus jeune âge. Une éducation à l'égalité doit permettre aux enfants de comprendre les mécanismes de domination s'exerçant dans notre société et contribuer à les protéger contre les violences sexistes et sexuelles. Nous voulons une éducation non sexiste, la réelle mise en place effective d'une éducation à la vie affective et sexuelle qui intègre les notions de désir et de plaisir, d'une éducation au consentement et à l'égalité. Et surtout, des moyens pour la mettre en œuvre.

Les inégalités se vivent aussi à l'université : stéréotypes dans les orientations et les filières, bizutage fortement genré, violences sexistes et sexuelles, et c'est sans citer le sexisme ordinaire dans les amphis.

Nous demandons notamment des dispositifs de protection et de soutien des victimes de discrimination efficaces et financés, des formations de lutte contre les VSS.

Le programme d'éducation à la vie affective, relationnelle et à la sexualité (EVARS), dans la continuité des lois votées pour l'éducation à la sexualité à l'école, doit être mis en œuvre, notamment par l'intervention d'associations féministes comme le planning familial.

Nous sommes et resterons mobilisées tous les jours contre le patriarcat, le racisme, l'antisémitisme, l'islamophobie, le validisme, les politiques libérales et autoritaires du gouvernement et contre l'extrême droite. Le 8 mars, nous serons en grève féministe et nous manifesterons pour imposer un rapport de force et faire valoir nos revendications.